

La presse alternative de critique des sciences des années 1970 et les études de sciences contemporaines : inspirations politiques et construction académique

Publié dans Joëlle Le Marec et Mimmo Pucciarelli (dir.), *La presse alternative entre la culture de l'émancipation et les chemins de l'utopie*, Lyon : Atelier de Création Libertaire, 2013.

Igor Babou (Université de La Réunion, LCF) et Joëlle Le Marec (Université Paris Diderot, CERILAC)

En 2004, démarrait le séminaire « Sciences, communication et société », que nous avons co-animé jusqu'en 2007 dans le cadre de l'équipe « Communication, Culture et Société » de l'École Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, avec Pierre Mounier et Baudouin Jurdant (Université Paris Diderot). Le séminaire était destiné à constituer, partager et analyser un corpus de documents témoignant de l'émergence et de l'évolution, en France, du domaine dit « Sciences, Technologie et Société ». Les séances ont permis de créer et d'alimenter le Portail « Science et société » (<http://science-societe.fr>), à partir du principe suivant : les participants apportaient et commentaient des documents (revues alternatives, ouvrages, actes de colloques, rapports, documents de travail, archives d'associations, de services, de programmes, etc.) souvent très peu accessibles publiquement, et témoignant de la réflexion et des travaux fondateurs du domaine¹. En effet, ceux-ci ne pouvaient être limités à la littérature académique disponible en études de sciences. La réflexion sur les rapports entre les sciences et la société émanait en effet d'une diversité d'espaces professionnels et militants, qui ont été autant de foyers fondateurs de la réflexion sur les sciences, dans l'enseignement, la culture, l'édition, la santé, la vulgarisation et bien sûr, dans la recherche elle-même.

Les sources de la réflexion sur les rapports entre sciences et société

Nous tenions en effet à chercher directement dans les sources une vitalité et une hétérogénéité des questionnements, des points de vue et des savoirs sur les sciences, caractéristiques qui sont aujourd'hui inspiratrices des théories relatives à la vie des savoirs.

Le domaine « sciences, technologies et société » s'est structuré aux frontières de l'académie : plus précisément, dans la zone frontière entre le monde académique et les milieux réfléchissant sur le fonctionnement général et la transformation de la société, c'est-à-dire un milieu intellectuel et militant au sens large : universitaires et chercheurs, mais également personnel administratif et technique des universités, des centres de recherche et des hôpitaux, gens de musées, acteurs de l'éducation populaire, du cinéma ou des médias, militants écologistes, etc.

Dans le cas du milieu académique, que l'on peut considérer à la fois comme un secteur de la vie sociale « normale » et comme un foyer de la production des savoirs sur les rapports entre sciences et société, les chercheurs de ce domaine ont souvent développé des activités qui opéraient une jonction entre une pratique scientifique et une pratique militante visant à repenser l'université et la recherche, et à refonder leurs rapports avec la société dont elles font partie sur des bases parfois utopiques, ou en tout cas fortement réflexives.

Actuellement, tout comme d'autres secteurs des sciences sociales, celui des études de sciences observe et décrit certains des acteurs, des normes, des conflits ou des collaborations, certaines des modalités du « vivre ensemble » et de l'agir qui caractérisent la société dans lequel le

¹ Un important travail de numérisation de ces documents a été mené, avec la constitution progressive d'un corpus critique.

chercheur lui-même s'inscrit. Mais les chercheurs impliqués dans les études de sciences sont, de plus, inévitablement amenés à étudier les pratiques professionnelles de leur propre profession, celles des scientifiques dont ils partagent si ce n'est le domaine, du moins les cadres définissant et organisant l'activité en tant que travail, et pas seulement en tant que production de connaissances. Il y a donc une double réflexivité à l'œuvre dans ce secteur scientifique. L'engagement dans une réflexion historiographique qui a été le nôtre ajoute une troisième forme de réflexivité, celle de la relecture rétrospective du travail, de la réflexivité et des engagements des fondateurs de ce domaine.

Pour toutes ces raisons, le séminaire tout comme le portail web qui en est issu n'ont pas cherché à produire une épistémologie du champ, ce qui aurait rabattu ses caractéristiques sur la seule dimension cognitive – et académique – des activités des chercheurs et des documents disponibles à l'analyse : l'enjeu était plutôt de mettre en lumière l'hybridité des pratiques et des textes, les marges entre activités dans et hors académie, les frontières mouvantes entre science, culture et société, dont le champ « sciences et société » est à la fois révélateur, autant qu'il les étudie. Cette hybridité est particulièrement sensible dans le cas des revues, qui sont un organe d'expression des idées et qui sont aussi les outils éditoriaux privilégiés de la publication académique.

De ce point de vue, le corpus des revues contestataires des années 1970 à 1975 constitue une source extrêmement intéressante pour observer à la fois cette perméabilité des démarches que nous venons d'évoquer, mais aussi une évolution des formes de discours et des productions éditoriales qui vont de la revue militante intellectuelle sur les rapports entre sciences et société, jusqu'à la production académique normées en études de sciences. Cette analyse qui intègre dans la réflexion sur les rapports entre sciences et société les analyses publiées dans les revues alternatives des années 1970, nous a également permis d'éclairer certaines des luttes universitaires contemporaines (luttes contre la réforme « Licence, Master, Doctorat » en 2004, puis la lutte contre la destruction de l'autonomie des universités entre 2008 et 2009 dans le contexte de la loi « LRU ») en ne les rapportant pas uniquement aux facteurs explicatifs habituellement mobilisés par les acteurs de ces luttes (par exemple le processus de Bologne et l'internationalisation de la concurrence), mais en les interprétant également comme le signe d'une lutte constante de l'université et de la recherche pour faire exister des valeurs en opposition aux pressions – elles-aussi constantes - des pouvoirs économiques et politiques qui visent à asservir la connaissance à des objectifs utilitaristes.

En amont même de cette relecture historiographique des luttes contemporaines de l'université depuis 1968, la réflexion que nous avons menée autour de la fondation de la recherche empirique contemporaine dans la deuxième moitié du XVII^e siècle avec la lecture de l'œuvre de Francis Bacon², nous avait fait comprendre qu'il ne pouvait exister d'autonomie du savoir³ sans tentatives de sortie des cadres institutionnels préexistants : Bacon avait en effet milité sa vie durant pour une sortie de la scolastique dont le cadre d'activité, qui consistait principalement à commenter les auteurs classiques, s'opposait, selon lui, au progrès des savoirs qu'impliquait la philosophie de la nature alors en plein essor. Ce lent mouvement d'autonomisation et de laïcisation de la pensée aboutira dans un premier temps, vingt années après la mort de Bacon, à la fondation de la première institution de recherche anglaise (la

² Babou, Igor et Le Marec, Joëlle, Nova Atlantis – Manifeste pour une utopie baconienne en sciences humaines et sociales, *Alliage n° 47*, Anaïs Éditions, 2001, p. 3-10

³ Autonomie au sens d'une distance, toujours à conquérir, vis-à-vis de la pensée utilitariste. Nous ne nous situons évidemment pas ici dans une perspective pré-sociologique qui ferait du savoir un espace dénué de toute intervention du social.

Royal Society of London), puis au XVIII^e siècle à l'émergence de la philosophie des Lumières, forme de pensée qui fait elle-même partie du contexte historique de la Révolution française. Par quoi l'on voit qu'on ne peut pas séparer historiquement la réflexion sur les savoirs de préoccupations politiques.

***Labo contestation, Impascience, Survivre* : styles critiques et place des sciences humaines et sociales dans la réflexion sur les relations entre sciences et société**

Si l'on revient à la période plus récente représentée par les revues contestataires des scientifiques, on peut relier la critique radicale des finalités de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur qui a émergé, directement dans les laboratoires, à l'ensemble du mouvement qui est aujourd'hui rattaché au contexte « mai 68 ». Cette (auto)critique politique des sciences par ceux qui la faisaient s'exprimait dans des revues délibérément non académiques.

*Labo Contestation*⁴, revue trimestrielle lyonnaise éditée entre 1970 et 1973, est un excellent exemple de cette production éditoriale, qui s'appuyait également sur une importante activité de rédaction et de mise en circulation de tracts, ou de brochures ronéotypées⁵. Elle n'a été ni la première, ni la seule de ces revues de critique interne des sciences, mais elle en synthétise sans doute nombre des caractéristiques⁶.

Dénonçant la division du travail dans les métiers de la recherche et de l'université, avec une ironie mordante et parfois avec excès, critiquant l'aliénation et les rapports de domination qui étaient vus comme une conséquence structurelle de l'organisation et des finalités de la science dans la société capitaliste, *Labo Contestation* s'appuyait non pas sur des textes théoriques, mais sur la description du travail quotidien dans les laboratoires de recherche. Avant l'émergence et l'institutionnalisation, en France, de l'anthropologie de laboratoire et de la sociologie des sciences, c'est à une sorte d'auto-ethnographie de laboratoire que se livraient les auteurs de cette revue, tous anonymes : contrairement aux sociologues des sciences, ils risquaient en effet leur emploi en publiant ainsi leurs analyses. Se réclamant de conceptions « gauchistes », ils dénonçaient également la bureaucratie syndicale, ses compromissions, mais aussi l'autoritarisme des « patrons » de laboratoires, la précarité des vacataires⁷, le sexisme, la duplicité des faux progressistes, les échecs ou l'instrumentalisation de l'autogestion, les conditions du travail des agents techniques et administratifs, les modes de financement de la recherche et la contractualisation, ou encore l'individualisme qui réduisait la portée des luttes, mais aussi les mécanismes internationaux d'assujettissement des pays du Sud à la science – et à l'économie – des pays du Nord.

⁴ <http://science-societe.fr/labo-contestation/>

⁵ On retrouve une partie de cette production éditoriale dans le livre « (Auto)critique de la science » d'Alain Jaubert et Jean Marc Lévy-Leblond, publié chez Seuil en 1973 et aujourd'hui épuisé, et que nous avons numérisé, avec l'autorisation des auteurs : <http://science-societe.fr/autocritique-de-la-science/>

⁶ Outre *Labo Contestation*, deux revues de critique des sciences furent éditées (et parfois largement diffusées) à peu près à la même époque. La première fut « *Survivre* » (<http://science-societe.fr/survivre/>), une revue créée par Alexandre Grothendieck, un mathématicien anarchiste et militant écologiste, et publiée entre 1970 et 1975. La dernière fut « *Impascience* » (<http://science-societe.fr/impascience/>), qui parut entre 1975 et 1977 et qui émanait d'un collectif anonyme. Le lecteur trouvera sur le portail *Science & société* une présentation détaillée de chacune de ces revues, ainsi que des documents associés (thèses, articles, etc.).

⁷ Même si le mot « précarité », passé dans le langage courant de la critique contemporaine des conditions du travail salarié dans la recherche, n'est jamais écrit dans *Labo Contestation*, le problème des vacataires sous contrat était déjà bien présent à cette époque.

Autrement dit, le contexte de la production des savoirs était décrit dans le détail par cette « sociologie » critique menée par des non sociologues refusant tout primat de la théorie sur la pratique ou sur l'activisme politique : il s'agissait de transformer l'université et la recherche, en commençant par exprimer son « ras le bol » de conditions de travail considérées comme insupportables, ou antinomiques avec l'idée que ces scientifiques se faisaient de la science. L'enjeu affirmé était ni plus ni moins celui de la révolution, et la destruction du capitalisme, objectifs qui ne pouvaient être pensés comme des abstractions lointaines (ni mis en œuvre dans le contexte de l'autoritarisme communiste, dénoncé avec autant de force que la mainmise capitaliste sur la science), mais comme des transformations locales imposant un travail d'autocritique et de réinvention du quotidien des pratiques. Tentatives souvent décrites avec lucidité comme autant d'échecs, minées par les « contradictions internes » naturalisées dans les positions acquises, prises, exprimées, etc. Sans oublier pour autant l'humour, qui s'exprimait dans une iconographie abondante, souvent inspirée des caricatures de *Charlie Hebdo*. Dans ce vaste travail de déconstruction critique, les sciences sociales n'étaient pas épargnées : un numéro entier fut rédigé par des sociologues, sur la sociologie. Pas plus que ne furent oubliées les luttes menées dans d'autres pays. Il faudrait documenter sérieusement le contexte intellectuel et culturel de cette époque, du moins celui des acteurs de l'autocritique universitaire des sciences. Sans doute des entretiens auprès des acteurs connus et moins connus de cette aventure intellectuelle seraient à mener⁸. On peut cependant proposer à titre d'hypothèse deux pistes permettant de comprendre les formes prises par cette autocritique des sciences à partir de 1968.

Il y a tout d'abord la structuration et l'influence intellectuelle des sciences humaines et sociales, en particulier des théories dites « critiques », où les recherches de sociologie et de philosophie marxistes (puis post-marxistes) et psychanalytiques convergent, en Allemagne en particulier, depuis les années 1930⁹. Ce qui se structure ensuite à partir du début des années 1960 en Allemagne, autour de Marcuse par exemple, met déjà en relation les sciences humaines et sociales, l'université, et un idéal de transformation radicale de la société non pas par la transcendance d'une philosophie mais par des engagements pratiques locaux ayant des résonances globales :

Ce qui avait commencé à apparaître timidement dans *One-Dimensional Man*, la conversion de la théorie en engagement pratique, s'exprima passionnément dans l'article sur la tolérance. Avec ce texte, Marcuse, qui en 1948 avait violemment critiqué *L'être et le néant* de Sartre en fonction de la théorie de Francfort, et y avait reconnu à l'œuvre, derrière la « langue nihiliste de l'existentialisme », « l'idéologie de la libre concurrence, de la libre initiative et des chances égales pour tout le monde », rejoignait l'existentialiste engagé qui, en 1961, avait écrit une préface solidaire sans réserve du livre de Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, le « manifeste communiste de la révolution anticoloniale ». Le livre de Fanon parut en allemand en 1966 comme « Repressive Toleranz » de Marcuse – un symbole littéraire de ce qui se mettait en branle à cette époque même en Allemagne chez les intellectuels et les étudiants¹⁰.

Autour de Marcuse, se mettent ainsi en place tous les thèmes de la contestation de 1968, thèmes dont on retrouve de nombreux exemples dans les revues de critique de science : anticolonialisme, écologie, critique des rapports de domination et de l'aliénation dans le travail, et évidemment critique de l'assujettissement des sciences par les industries du capitalisme.

⁸ Les prémisses de ce travail se mettent en place, notamment avec l'entretien réalisé par Mélodie Faury auprès de Pierre Clément (<http://science-societe.fr/entretien-avec-pierre-clement-cours-science-et-societe-a-luniversite-lyon-1-dans-les-annees-1970/>).

⁹ Pour une histoire précise de l'École de Francfort, voir Wiggerhaus, Rolf. *L'École de Francfort. Histoire, développement et signification*. Paris : PUF, 1986.

¹⁰ Wiggerhaus, Rolf (1986, p. 594).

Quand on analyse le corpus des revues de critiques de science, les références faites aux auteurs et concepts de la sociologie universitaire sont cependant assez inégalement distribuées. Le numéro de *Labo Contestation* consacré à la sociologie française, qui été réalisé par des sociologues, est une charge virulente contre la sociologie académique, y compris à l'égard de Bourdieu, dépeint comme un mandarin dont le comportement n'aurait rien à envier à celui d'autres mandarins de la discipline. Mais dans l'ensemble des autres numéros de cette revue, rédigés par des chercheurs des sciences de la nature, on ne trouve pas de référence explicite aux sciences sociales en dehors de références à Marx (dès *Erythem-Labo Contestation* n°1).

Dans *Impascience*, les références explicites aux sciences humaines et sociales sont beaucoup plus nombreuses. Si l'on s'en tient aux auteurs cités (qui peuvent l'être aussi bien pour des emprunts précis à leurs concepts, que de manière plus vague comme références théoriques générales simplement évoquées), on trouve dès le premier numéro Marx, Marcuse, Althusser, Lacan, Freud, et Sibony.

Les usages de concepts issus des sciences humaines et sociales, mobilisés parfois sans référence à leurs auteurs, sont différents selon les revues. Ainsi, *Labo Contestation* mobilise fréquemment la vulgate marxiste (« rapports de domination », « classes sociales », « aliénation », etc.), tandis qu'*Impascience* peut fréquenter aussi bien les concepts marxistes que ceux de la psychanalyse (« surmoi », « désir », « érotisation », « libido », etc.). Ces références conjointes à la psychanalyse et au marxisme, caractéristiques de la théorie critique depuis Marcuse, seront fréquentes dans les autres numéros de la revue. *Impascience* fournit également des notules bibliographiques où les auteurs des sciences humaines et sociales, ainsi que des « science studies » sont présents, ce qui n'est pas le cas de *Labo Contestation*.

La revue *Survivre*, plus marquée par le pacifisme et l'écologie que par le marxisme ou la psychanalyse, fait très peu appel aux sciences humaines et sociales. Fait révélateur de cette distance avec ce champ disciplinaire, la présentation du livre de Robert Jaulin (« La paix blanche. Introduction à l'ethnocide », dans le n°8 de *Survivre*, qui constitue la première incursion bibliographique de la revue en direction des sciences sociales) fait l'objet d'une série de notes de bas de pages donnant une définition des termes « ethnologie », « monographie », « spécificité » et « ethnocentrisme » : un didactisme élémentaire qui montre bien l'inquiétude des auteurs quant aux connaissances en sciences humaines et sociales du public de la revue. Autre aspect allant dans le sens d'une faible influence des sciences sociales sur la revue, la première note de lecture bibliographique apparaissant dans le n°6 de *Survivre* est consacrée à un livre de Spencer Klaw (« The new Brahmins ; scientific life in America », 1969). Or, il ne s'agit pas d'un ouvrage de sociologie des sciences, mais du livre d'un journaliste¹¹, ce qui n'est d'ailleurs pas précisé dans la note de lecture.

Les trois revues du corpus offrent donc un paysage assez différent quant à leur rapport à la critique : érudite dans le cas d'*Impascience*, implicite pour *Labo Contestation*, et centrée sur les thèmes de l'antimilitarisme et de l'écologie pour *Survivre*. Si les « théories critiques » (qui, signalons-le au passage, n'ont jamais été unifiées en tant que théories) ont eu une influence indéniable sur le champ intellectuel français, leur réception dans les revues de critique de science est loin d'être uniforme. Un travail rétrospectif sur leurs acteurs et sur leurs cadres de référence et d'action, à la fois au plan théorique, politique et pratique, pourrait sans doute nous aider à dépasser le constat de ces positionnements éditoriaux différents et à en comprendre la signification.

¹¹ Il a écrit pour divers magazines de presse, comme l'indique une page du New York Times (<http://www.nytimes.com/2004/06/20/nyregion/spencer-klaw-84-journalist-author-and-teacher.html>)

Critique des sciences et écologie politique

La deuxième piste que l'on peut suivre pour préciser le contexte intellectuel et les formes de la critique de sciences du début des années 1970, c'est celle de l'émergence de l'écologie politique et du thème de l'environnement, à travers les diverses déclinaisons que l'on trouve dans chacune des trois revues : critique des industries polluantes, de l'idéologie de la croissance, du nucléaire, de la dégradation des milieux naturels, etc. Fondé en juillet 1970 à Montréal, par des mathématiciens, le mouvement *Survivre* dont la revue présente et reprend les thèmes est un précurseur de l'écologie politique. Elle est même explicitement le porte-parole du mouvement *Survivre*, contrairement aux deux autres revues qui sont publiées anonymement et sans référence à un groupe structuré. Mais si les trois revues sont traversées par les thématiques écologiques, c'est sans doute aussi parce que l'écologie politique, même naissante, ne se contentait pas d'aborder les enjeux environnementaux : elle avait aussi pour caractéristique de vouloir refonder le rapport au politique.

La critique du progrès technique n'était pas une nouveauté au début des années 1970, mais la spécificité de cette période, d'après les analyses de Daniel Boy¹², a consisté dans la mobilisation du thème de la nature, qui reconfigure les relations entre science et société. Dans les mouvements anciens de résistance au progrès, la nature était globalement peu présente. C'est dans l'époque contemporaine que les mots « environnement » et « pollution » sont inventés et vont prendre un grand pouvoir de mobilisation. Il y a prise de conscience progressive de l'impact du développement technique et industriel sur l'environnement naturel. L'entrée de la nature en politique va s'appuyer sur plusieurs transformations qui vont fonctionner comme des conditions de possibilité des mobilisations en faveur de l'environnement : en particulier de nouveaux acteurs vont émerger et vont se constituer en porte-paroles de la nature (artistes, écrivains, journalistes, militants régionalistes, défenseurs du tourisme, monde associatif, etc.). A la fin des années 1960, quelques affaires emblématiques vont créer l'idée d'une crise environnementale : celle de l'échouage du Torrey Canyon en 1967 (première marée noire en Bretagne) et celle de la sauvegarde du Parc Naturel de la Vanoise menacé par des promoteurs immobiliers (1969-1970). A peu près au même moment, les premiers mouvements importants contre le nucléaire débutent. En 1971, la première manifestation contre la centrale de Fessenheim réunit plus de 1000 personnes, puis la même année la manifestation contre la centrale de Bugey en réunit 15000 à l'appel d'un journaliste de *Charlie Hebdo*.

Toutes ces affaires vont démontrer à la fois la puissance mobilisatrice de groupes d'acteurs différents des partis politiques et des syndicats, et avoir de plus une réelle efficacité au-delà de la mobilisation puisque, par exemple, le projet d'urbanisation du parc de la Vanoise est stoppé. L'idée de l'efficacité d'une action politique émanant des gens, du public, prend corps. Plus tard on parlera de « gouvernance », puis de « participation », pour qualifier la prise en compte, par la sphère politique et industrielle, de ce mouvement inductif d'idées et d'acteurs. Cette idée selon laquelle ceux qui ont le pouvoir légitime – soit par leur qualité de représentant élu, soit par la détention d'un savoir - ne peuvent plus être les seuls à décider pour tout le monde est exactement ce que revendiquent, chacune à leur manière, les trois revues de critique de sciences dans les années 1970. La critique de l'expertise, de la technocratie, et d'une gouvernementalité descendante est présente de manière radicale dans les revendications des scientifiques à propos du « gouvernement » de leurs laboratoires, ainsi que dans la conceptualisation de leur rapport à leurs concitoyens.

¹² Boy, Daniel. *Le progrès en procès*. Paris : Presses de la Renaissance, 1999. Tous les éléments factuels de ce paragraphe sont tirés de son ouvrage.

En parallèle, s'organise une autre ligne de front dans les contestations qui se structurent autour de l'environnement. D'après Chantal Aspe et Marie Jacqu , la philosophie du mouvement tiers-mondiste « s'appuie sur l'idée d'une relation étroite entre nos modes de consommation alimentaire et la famine dans les pays du tiers-monde »¹³. « Changer les méthodes de production, les pratiques de consommation, les rapports humains et sociaux au sein du groupe (rôle homme/femme, place des enfants...), inventer une autre « convivialité » (Illich, 1973) apparaissent comme les principes éthiques fondateurs des mouvements de « retour à la terre »¹⁴. Ce rapport étroit entre ce qui se pratique « ici » et ce qui se vit « là-bas » est présent de plusieurs manières dans les revues de critique de science du corpus. Soit sous la forme d'un intérêt très fort pour les anciennes colonies et les pays « du Sud », soit sous la forme de comptes rendus r guli rs des formes de la mobilisation des scientifiques critiques dans d'autres pays, illustrant la mise en réseau internationale des expériences vécues. L'idée d'une nouvelle convivialité à inventer sur les lieux du travail scientifique, et celle du changement des méthodes de production, sont également récurrentes sous forme de revendications, et d'expérimentations pratiques.

Autrement dit, il semble bien que les apports politiques et pratiques de l'écologie politique (avant que celle-ci ne se professionnalise et ne devienne une écologie politicienne...) aient fortement influencé les discours des chercheurs s'exprimant dans les trois revues du corpus.

Pertinence scientifique ou/et portée politique

Que reste-t-il aujourd'hui de toute cette expérience ? A la lecture de ces documents, on est surpris de constater que les questions vives ainsi que les luttes sociales qui concernent l'université et la recherche actuellement étaient déjà présentes, et déjà bien problématisées dans les années 1970. Car s'il y a eu des évolutions dans les luttes universitaires depuis 1968, force est de reconnaître que la recherche et l'université, quarante ans plus tard, vont toujours mal et génèrent, au quotidien, l'expression récurrente du même type de désespoir. La nécessité de dénoncer et de combattre l'exploitation des plus faibles, ou les incohérences des politiques de la recherche et de l'enseignement supérieur, reste intacte. Comme reste intacte l'inquiétude de nombre de chercheurs face à la difficulté à travailler dans un univers soumis à l'économie de marché, à la bureaucratie et à l'utilitarisme.

Ces revues contestataires sont donc à prendre comme des témoignages, comme des documents historiques, mais aussi comme des inspirations pour la réflexion sur les liens entre recherche académique sur le domaine « sciences et société » et pour une vigilance critique constante du milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'égard des pouvoirs qui s'exercent sur lui

Par exemple, les enseignements de ces revues peuvent être d'ordre historiographique. L'historiographie classique du champ des recherches sur le thème « sciences et société » affirme généralement qu'après une période d'émergence d'une sociologie des normes et des institutions scientifiques portée par Robert K. Merton à partir des années 1960, une nouvelle sociologie des sciences naitrait en 1972 en Angleterre autour de David Bloor et d'Harry Collins, sur la base d'études de pratiques de laboratoire et de controverses socio-techniques entre sp cialistes¹⁵. Ensuite, Bruno Latour et Michel Callon auraient importé en les traduisant

¹³ Aspe, Chantal et Jacqu , Marie, *Environnement et société*. Paris, Qu e, 2012, p. 29-30.

¹⁴ *Op.Cit.* p.33.

¹⁵ On trouve ce type d'historiographie dans Pestre Dominique. Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques. In: *Annales. Histoire, Sciences Sociales*,

en français ces auteurs et leurs concepts. Une autre description du déroulement historique de la réflexion sur les relations entre sciences et société serait cependant tout aussi légitime. Si l'on se base en particulier sur la revue *Labo Contestation*, on constate qu'avant les premiers travaux publiés de Bloor et Collins, avant le travail de traduction et d'importation de Latour et Callon, l'auto-ethnographie de laboratoire réalisée par les chercheurs lyonnais pointait, comme on l'a vu plus haut, les déterminants sociologiques et pratiques de la production des connaissances scientifiques. On pourrait alors inverser l'historiographie classique en la faisant débiter en France, tout en constatant l'effet de dépolitisation des problématiques quand elles sont prises en charge par le champ académique anglo-saxon puis français, puisque l'enjeu pour les auteurs de *Labo Contestation* n'était absolument pas de décrire des controverses pour comprendre le travail scientifique de l'intérieur, mais de créer de la controverse pour transformer le travail scientifique de l'intérieur, et rendre la recherche et l'université plus vivable, plus humaine. Aucune des historiographies autorisées et académiques qui circulent dans le champ « sciences et société » n'accorde cependant une place à la critique interne des sciences qui apparaît dans les revues contestataires, comme si cet épisode non académique n'avait eu aucune portée. Pourtant, le lien existe factuellement, ne serait-ce que parce que Bruno Latour lui-même a édité une revue non académique entre 1978 et 1983 (*Pandore*¹⁶) avant de se faire connaître internationalement. Ou encore parce que certains des acteurs anonymes (et souhaitant le rester) de ces revues ont eu et ont encore une activité académique dans le domaine des études de sciences.

On constate donc que selon le corpus mobilisé – revues académiques ou revues contestataires – on peut décrire de manière différente, tant au plan des séquences temporelles qu'au plan des contenus idéologiques ou des accents problématiques, l'histoire des études de sciences. La sélection des corpus apparaît alors elle-même comme un regard et un jugement politiques portés sur la nature du problème des relations entre sciences et sociétés : le définir comme un enjeu historiographique ou épistémologique n'a pas les mêmes répercussions que le penser comme un problème pratique et politique. Décrire des controverses pour comprendre les relations entre sciences et société, ou pratiquer la controverse pour changer la nature des relations entre sciences et société, ou encore décrire l'historiographie du champ en tenant compte ou non des corpus contestataires, révèle des logiques contradictoires, qui pensent le rapport aux sciences, à la société, et à leurs relations de manière tout à fait divergente. Plus profondément, ces lectures contradictoires démontrent, à leur manière, qu'il n'existe pas un cadrage légitime pour poser le problème « sciences et société » qui puisse être indépendant d'une lecture politique des sciences et de leur rapport à la société. L'académisation progressive des revues de critique de sciences, et la dépolitisation de la sociologie académique des sciences, est l'indice, en creux, d'une disparition de la critique qui n'a pas de justification épistémologique particulière : dans le cadre même de la pensée latourienne de la sociologie des sciences (qui exige, à partir du principe de symétrie de Bloor, que l'on analyse les échecs scientifiques au même titre et avec les mêmes méthodes que les réussites scientifiques), le succès contemporain de cette sociologie est corrélé avec le cadrage dépolitisé qu'elle effectue pour penser les sciences en société. Elle n'a rien d'une victoire « naturelle » des meilleurs sociologues, ou des sociologues professionnels, sur de simples amateurs. Elle doit au contraire nous interroger sur les raisons de l'occultation des corpus de revues contestataires et sur leur disparition dans l'analyse et le cadrage des problématiques légitimes du champ, alors même

50e année, n° 3, 1995. pp. 487-522. On la retrouve également dans un manuel de sociologie des sciences régulièrement réédité : Vinck, Dominique. *Sciences et société. Sociologie du travail scientifique*. Paris : Armand Colin, 2007.

¹⁶ Revue en cours d'édition numérique sur le portail Science et société. Voir la note critique sur *Pandore* : <http://science-societe.hypotheses.org/23>

que ces corpus ne peuvent avoir été ni oubliés, ni perdus : ils sont suffisamment récents pour faire partie encore aujourd'hui de la mémoire collective des chercheurs du domaine, d'autant plus que certains d'entre eux en sont des fondateurs.

Cette fragilité des témoins de la critique des sciences est aggravée par un phénomène rarement interrogé : c'est le même objet éditorial, la revue, dans ses formats, ses temporalités, ses modes de fonctionnement élaborés au fil du temps, qui sert à la fois la réflexion critique alternative et la production académique la plus normée. La revue est dans les deux cas le mode d'expression dominant, dans des communautés relativement restreinte qui en sont à la fois les lecteurs et les auteurs potentiels, avec un secrétariat de rédaction, des contributeurs, des numéros thématiques, etc. Cette caractéristique est si banale qu'elle semble relever d'une évidence qui n'a rien à voir avec la réflexion sur les rapports entre sciences et société. Or, comme dans bien des cas, c'est cette communauté de supports qui à la fois favorise une hybridité assumée par la circulation aidée des textes et des pratiques d'écriture d'un support à l'autre, et qui la menace dans les cas où les rapports se tendent et où la correction académique passe par un contrôle extrêmement strict des revues qui deviennent le critère de discrimination de ce qui est scientifique et de ce qui ne l'est pas.

On peut donc interpréter cette occultation des corpus de revues contestataires comme la production d'un impensé : les études de sciences ont réussi à s'imposer dans le champ académique par la qualité d'une production qui répond à toutes les exigences de la scientificité en sciences sociales et notamment à une volonté critique inspirée par une exigence de rigueur.

Mais ce faisant, elles « oublient » des origines critiques dans une sorte d'inconscient disciplinaire¹⁷. On peut rappeler à ce propos le cas de l'ethnologie, qui dans ses débuts disciplinaires a été fortement liée à des engagements politiques¹⁸. Certains des fondateurs ont été des militants actifs de mouvements antiracistes et antifascistes. L'intégration progressive de l'ethnologie au système disciplinaire académique s'est faite par l'abandon de cette mixité entre débat politique et production scientifique et par oubli de cette dualité d'enjeux. A la fin du XXème siècle, l'ethnologie a perdu plusieurs de ses territoires de travail et d'expression (comme par exemple le musée de l'Homme, le musée des Arts et Traditions Populaires, et les centres de recherche qui leur étaient associés). L'oubli d'une grande partie des liens entre activité critique militante et émergence disciplinaire a produit un paradoxe particulièrement malheureux : l'ethnologie a été renvoyée à ses origines institutionnelles coloniales, ce qui a considérablement favorisé son affaiblissement. L'oubli d'une mixité initiale des enjeux politiques et scientifiques a contribué à une relecture de ce domaine académique à partir d'une vision politique qui excluait la pensée vivante des membres et faisait apparaître le squelette des fondations coloniales et donc, le soupçon de collusion avec l'ordre colonial et ses pouvoirs.

Il peut en aller de même pour tout le champ académique. L'oubli des terrains fondateurs, des modes d'expression, s'ils sont relégués dans une production éditoriale alternative qui peut disparaître dans le processus d'académisation de la pensée sur les sciences, peut se retourner contre lui : le savoir perd ses liens avec la pensée critique et les engagements vivants, et

¹⁷ La position de Bruno Latour, défendant les réformes gouvernementales et ironisant sur les luttes sociales en plein mouvement des enseignants chercheurs pour la défense de leurs libertés académiques menacées, laisse cependant planer peu de doutes sur le caractère « inconscient » de ce refoulé... Voir à ce propos notre réponse polémique à sa position : <http://indiscipline.fr/fr/indiscipline-repond-a-bruno-latour-le-trop-discipline/>

¹⁸ Voir Jean Jamin, « Le savant et le politique : Paul Rivet (1876-1958), Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris, Année 1989, Volume 1, Numéro 1-3-4, pp. 277-294

apparaît comme une production d'informations utiles au développement d'un marché de l'expertise et de l'ingénierie sociale qui pourra demain se retourner contre la pensée scientifique elle-même, du moins contre son projet émancipateur.

Si une utopie du savoir et de la critique du savoir peut exister, ce n'est sans doute ni dans la marginalité radicale (comme forme d'auto-exclusion du social), ni dans l'absence totale de lieu propre (comme adhésion à l'étymologie du terme « utopie »), ni évidemment dans la réification institutionnelle et utilitariste de l'académisme ou de l'expertise, mais sans doute dans une situation assumée d'impureté à la fois académique et militante, à la frontière, dans l'inconfort d'une double exigence de scientificité et de critique des pouvoirs qui organisent l'activité scientifique. Un dialogue continu avec des milieux intellectuels non universitaires, et des expérimentations éditoriales et sociales dans le milieu scientifique lui-même, en sont les conditions de possibilité.